

<https://47.snuipp.fr/Reforme-de-l-Education-prioritaire-2014-2015>



Réforme de l'Éducation prioritaire (2014-2015)

- École - Éducation Prioritaire -

Date de mise en ligne : lundi 17 novembre 2014

Dernière mise à jour : 3 juin 2015

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Sommaire

- [Convention Académique de Priorité \(...\)](#)
- [Jeudi 05 février](#)
- [Jeudi 29 janvier](#)
- [Mercredi 28 janvier](#)
- [Vendredi 16 janvier](#)
- [Mercredi 17 décembre](#)
- [Actions : Lundi 15/12 :](#)
- [17 décembre 2014 : grève nationale](#)
- [10 décembre 2014 : boycott du CTA](#)
- [2 décembre 2014 : après le groupe de \(...\)](#)
- [En effet, nous avons appris que le \(...\)](#)
- [Cette réforme n'est pas acceptable \(...\)](#)
- [Grève des enseignant-e-s le 2/12](#)
- [Manifestation à Fumel, le 29 novembre](#)
- [« Nos écoles en danger »](#)
- [RRS du Fumélois le lundi 24/11/2014 \(...\)](#)
- [Lettre nationale du SNUipp-FSU à la \(...\)](#)
- [RRS de Port Sainte Marie](#)
- [RRS du Fumélois](#)
- [Fumélois : le sort de la zone d'éducatio](#)
- [17 novembre, audience auprès de \(...\)](#)
- [Interview de Sandrine Milhet, porte-paro](#)
- [« Nos écoles en danger »](#)

Convention Académique de Priorité Éducative 02 juin

L'inspecteur d'Académie a enfin proposé la tenue d'une réunion pour présenter la Convention Académique de Priorité Éducative (CAPE), destinée à accompagner la sortie du dispositif RRS du collège et des écoles de Port Sainte Marie et des écoles de St Laurent, de Buzet, de Feugarolles.

<!--insérer_sommaire-->

Cette réunion s'est tenue dans les pires conditions.

D'abord seuls les maires et le représentant des parents d'élèves du collège étaient invités. Celui-ci a demandé que soient invités des enseignants et représentants des parents d'élèves.

L'IA a répondu qu'ils pouvaient venir assister à la réunion mais sans avoir le droit de prendre la parole, et qu'il arrêterait la réunion si cette consigne n'était pas respectée. Dans ces conditions les enseignants et parents ont refusés de cautionner cette mascarade.

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

CAPE Collège de Port Ste Marie

L'IA avait annoncé en décembre dernier trois réunions de concertation pour construire avec les intéressés cette

convention. On se retrouve avec un texte d'une page et demie qui est à la fois une coquille vide et une injonction à travailler comme si le RRS continuait, à€ les moyens en moins.

On comprend mieux en lisant le texte de la convention pourquoi l'IA ne veut pas de la présence des enseignants.

Jeudi 05 février

Depuis la journée d'action du 29 janvier, les rendez-vous se sont enchaînés : audience avec la Députée, audiences avec l'IA, journée école morte sur Bézis le 04 février, école occupée sur Montanou le 05 février à€

Lettres au Ministère, articles dans la presse, réunions d'information, pétitions à€ rien n'est encore joué à€

Du côté de l'IA on tente de faire croire que le « contrat de ville » pourrait avantageusement compenser la sortie du dispositif Éducation Prioritaire à€

Il n'en est rien et sur le terrain, enseignant-e-s, parents et élus locaux (tous bords confondus) ne sont pas dupes.

À suivre à€

Jeudi 29 janvier

La FSU47 a exigé un CTSD éducation prioritaire sur la présentation des mesures pour les écoles et personnels concernées : ce sera le jeudi 29 janvier à 14h.

Plusieurs groupes scolaires d'Agen sont en grève le jeudi 29 : écoles fermées à P. Langevin (mat et élém) ; Bézis (mat et élém) ; Herriot (mat et élém) ; Lacour (élém)

Rassemblement prévu à 13h30 devant l'Inspection d'académie.

Le SNUipp-FSU47 continue à informer les collègues et a rassembler les informations des écoles. Le SNUipp-FSU47 a déposé un préavis de grève reconductible qui couvre les écoles qui le souhaitent. N'hésitez pas à nous contacter.

Mercredi 28 janvier

Ecoles mortes sur les écoles de Langevin : 10 élèves / 275 et Sentini -Reclus : 25 élèves / 230

Vendredi 16 janvier

Le Recteur a réuni le CTA [\[1\]](#) à Bordeaux pour exposer aux représentants des personnels ses projets de répartition des postes et en particulier ce qui concerne la nouvelle carte des REP.

Vous trouverez ci-dessous le tableau des Collèges en REP ainsi que les écoles attachées à ces collèges dans les réseaux.

TYPE	NOM	VILLE
COLLEGE	DUCOS DU HAURON	AGEN
ECOLE ELEMENTAIRE	EDOUARD HERRIOT	AGEN
ECOLE ELEMENTAIRE	EDOUARD LACOUR	AGEN

Réforme de l'Éducation prioritaire (2014-2015)

ECOLE ELEMENTAIRE	PAUL BERT	AGEN
ECOLE MATERNELLE	EDOUARD HERRIOT	AGEN
ECOLE MATERNELLE	EDOUARD LACOUR	AGEN
ECOLE MATERNELLE	LA GOULFIE	AGEN
ECOLE MATERNELLE	LES PETITS PONTS	AGEN
ECOLE MATERNELLE	RODRIGUES	AGEN
COLLEGE	JEAN MONNET	FUMEL
ECOLE ELEMENTAIRE	CHEMIN ROUGE	FUMEL
ECOLE ELEMENTAIRE	JEAN JAURES	FUMEL
ECOLE ELEMENTAIRE		MONTAYRAL
ECOLE MATERNELLE	DU CENTRE	FUMEL
ECOLE MATERNELLE		MONTAYRAL
COLLEGE	PAUL FROMENT	SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT
ECOLE ELEMENTAIRE	ANDRE BOUDARD	SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT
ECOLE ELEMENTAIRE	JASMIN	SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT
ECOLE MATERNELLE	CAYRAS	SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT
ECOLE MATERNELLE	LAGOURGUETTE	SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT
COLLEGE	GERMILLAC	TONNEINS
ECOLE ELEMENTAIRE	JEAN MACE	TONNEINS
ECOLE ELEMENTAIRE	JULES FERRY	TONNEINS
ECOLE ELEMENTAIRE	VICTOR HUGO	TONNEINS
ECOLE MATERNELLE	FRANCOISE DOLTO	TONNEINS
ECOLE MATERNELLE	JEAN MACE	TONNEINS
ECOLE MATERNELLE	MARIE CURIE	TONNEINS
COLLEGE	ANATOLE FRANCE	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE ELEMENTAIRE	DESCARTES	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE ELEMENTAIRE	FERDINAND BUISSON	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE ELEMENTAIRE	JEAN JAURES	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE ELEMENTAIRE	JULES FERRY	VILLENEUVE-SUR-LOT

ECOLE ELEMENTAIRE	PAUL BERT	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE MATERNELLE	GEORGES LECOMTE	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE MATERNELLE	JEAN MACE	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE MATERNELLE	JULES FERRY	VILLENEUVE-SUR-LOT
ECOLE MATERNELLE	SAINT-EXUPERY'	VILLENEUVE-SUR-LOT

Mercredi 17 décembre

Les annonces du CTM qui entérinent des bougés par rapport aux projets initiaux confortent les collectifs (Aiguillon, Port Sainte Marie et Fumélois- Monsempron Libos et Fumel) dans l'idée que leurs combats ne sont pas terminés. Rendez-vous est donné dès la rentrée de janvier en attendant l'arrêté ministériel. D'autre part, la question du nombre des écoles rattachées aux collèges REP va se poser très rapidement.

N'oubliez pas de remplir la demande pour votre école, de l'envoyer à l'IA sous couvert de l'IEN et d'en envoyer une copie au SNUipp-FSU47. (voir ci-dessous)

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/odt-e577b.svg>

Courrier Rattachement REP

Département du Lot-et-Garonne (47)

- Collège Ducos-du-Hauron à Agen
- Collège Jean-Monnet à Fumel
- Collège Paul-Froment à Sainte-Livrade-sur-Lot
- Collège Germillac à Tonneins
- Collège Anatole-France à Villeneuve-sur-Lot

Actions : Lundi 15/12 :

- Aiguillon : écoles et collège mort-e-s
- Fumélois : écoles et collèges mort-e-s ; chaîne humaine sur le pont entre Fumel et Monsempron-Libos pour marquer la solidarité dans le collectif.
- Secteur du Port Sainte Marie : nuit des RRS du 16 au 17 décembre.

17 décembre 2014 : grève nationale

Depuis plusieurs semaines les collèges et les écoles risquant de sortir de l'éducation prioritaire se mobilisent fortement partout en France. Le SNUipp-FSU a décidé avec la FSU de donner une ampleur nationale à ces mobilisations le 17 décembre, jour du CT ministériel où la question des réseaux d'Éducation prioritaire sera abordée.

A cette occasion, nous porterons une demande de dotation budgétaire supplémentaire. Le SNUipp-FSU remettra à la ministre un document faisant le point sur l'ensemble des besoins des départements.

D'après les informations données par le recteur à la presse, la forte mobilisation sur Fumel aurait permis d'éviter la sortie du collège de la carte des réseaux d'Éducation prioritaire. Par contre le collège de Monsempron Libos sortirait alors que c'est la même agglomération, les mêmes élèves, les mêmes familles, les mêmes indicateurs. Incohérent et inadmissible !

Le collège de Lavardac qui devait entrer, ne serait plus retenu. Avec la sortie du Port Sainte Marie, cela reviendrait à nier les difficultés de la zone ouest du 47. Les collègues apprécieront.

Aiguillon serait oublié dans les projets rectoraux. Là aussi, cela révèle une méconnaissance grave des contextes locaux.

Ensuite se posera la question du nombre d'écoles rattachées. Ce sera un autre chantier.

Les collègues de Sainte-Livrade, de Villeneuve, de Fumel, de Tonneins et d'Agen ne sont pas à l'abri de mauvaises surprises.

La lutte doit continuer. Les élu-e-s au CT de la FSU se battront farouchement pour défendre toutes les écoles.

En fichier joint :

Lettre aux familles

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/odt-e577b.svg>

Grève 17 décembre 2014 : lettre aux familles

Déclaration d'intention de faire grève : (à renvoyer avant le dimanche 14 décembre minuit)

- Voir ici : [La grève : comment ça marche ?](#)

10 décembre 2014 : boycott du CTA

Le Recteur ayant décidé de communiquer à la presse avant de réunir le CTA, les représentants syndicaux ont décidé de boycotter le CTA.

Nous ne savons rien de la validité des propos relatés par la presse.

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/odt-e577b.svg>

Courrier Rattachement REP

Nous proposons, en pièces jointes, un projet de courrier à l'IA pour les écoles qui souhaiteraient intégrer les nouveaux Réseaux d'Éducation Prioritaire.

Il se peut en effet que toutes les écoles concernées ne soient pas spontanément contactées par leur IEN.

Merci de nous adresser également un double de ce courrier.

2 décembre 2014 : après le groupe de travail académique : Urgence éducation prioritaire : On lâche RIEN !

500 personnes au Rectorat. La FSU et la CGT quittent le groupe de travail spécial Education Prioritaire après les déclarations du Recteur.

Mercredi 2 décembre, le Recteur a réuni le groupe de travail académique sur l'éducation prioritaire. Il a confirmé toutes nos craintes concernant son démantèlement.

En effet, nous avons appris que le seuil de 25 élèves par classe ne serait plus acquis ainsi que le dispositif, « plus de maîtres que de classes » pour l'éducation prioritaire !

S'appuyant sur la parole de la Ministre au salon de l'Éducation, il mettra en place « une allocation progressive des moyens » dans les territoires en difficultés. C'est bien une période de dilution des moyens de l'éducation prioritaire et une politique du guichet qui s'ouvre.

Il maintient un classement des établissements d'après des critères que nous avons contestés (ZUS, nombre de boursier, CSP, retard à l'entrée en sixième) et il prétend imposer une répartition plus « équitable » en mettant en place un « contrat académique de réussite éducative », tant dans le premier que dans le second degré.

Ce terme de « contrat » emprunté au privé est contraire aux missions et fonctionnement du service public.

Cette contractualisation est la porte ouverte à l'abandon de tous critères nationaux, à la négociation au cas par cas avec les chefs d'établissements et les DASEN.

Cette convention serait signée pour trois ans, et accentuerait la mainmise pédagogique de la hiérarchie sur les équipes.

Pour ne pas « désespérer » les équipes, le régime indemnitaire serait maintenu pendant trois ans après la sortie du RRS.

Le recteur ne connaît pas l'enveloppe budgétaire pour 2015 : il ne peut donc pas dire combien de postes seront disponibles dans l'académie. Il attendra donc janvier pour annoncer le classement en éducation prioritaire des écoles primaires alors qu'il devait l'annoncer aujourd'hui.

Au vu de ces annonces, la FSU et la CGT éduc'action ont quitté le groupe de travail alors que l'UNSA, le SGEN-CFDT et FO sont restés.

En même temps que se tenait le groupe de travail, les délégations des RRS du Port Sainte Marie et de Fumel-Monsempron Libos ont eu une audience avec le directeur de cabinet du recteur qui a évoqué des éléments supplémentaires :

- L'administration souhaite une plus grande lisibilité et donc ils remettent à plat les anciens dispositifs.
- Pour le moment : ils étudient les collèges et les écoles, plus tard les lycées.
- L'objectif est d'avoir une cohérence école/collège.
- Le cadre national : pour l'administration, globalement la carte ne correspond plus aux zones de difficultés sociales et scolaires. L'objectif est de redistribuer les moyens sur les territoires les plus en difficulté. « Quand on fait une moyenne sur des critères, il y a toujours des gens qui se sentent floués » (C'est un résumé mais c'est l'idée).
- C'est le recteur qui signera les conventions académiques et non pas l'IA.
- On est toujours en phase de concertation.
- Le compte-rendu des audiences remonte directement à la Ministre.

Les représentant-e-s des des trois RRS ont réaffirmé leur demande de ne pas sortir du dispositif de l'Éducation Prioritaire.

Il y aura une autre audience pour les deux RRS, cette fois-ci avec le recteur, jeudi.

En suivant, les collectifs déjà créés décideront d'actions (nuit de l'EP, occupations, manifestations, grèves, etc.)

Cette réforme n'est pas acceptable et contraire aux engagements pris. Certes l'administration campe sur ses positions mais elle a de plus en plus de mal à les justifier face à la mobilisation qui grandit.

Cette mobilisation doit franchir un cap. On le voit bien. La lutte pour des moyens décents pour l'Éducation Prioritaire concerne toutes les écoles.

Une nuit des RRS est en train de s'organiser dans l'académie pour la nuit du 9 au 10 décembre, veille du CTA. Tous les secteurs concernés entrants, sortants, refusés, et au-delà, toutes les écoles peuvent réfléchir à comment y participer.

Toutes les écoles et collèges qui souhaiteront faire porter leur voix et leurs préoccupations sont invitées à s'organiser, avec (ou sans) l'aide du SNUipp-FSU47.

A lire aussi : [le 9e Tuba Académique](#) décerné à notre recteur anonyme pour son courrier aux parents d'élèves de REP.

Mobilisation réussie

Aujourd'hui la grève a été appelée par la FSU et la CGT édu'c'ation. Les mobilisations ont été intenses dans plusieurs secteurs de l'académie avec des secteurs atteignant 90% de grévistes, voire 100% ou 99% pour Fumel et Monsempron Libos (Lot-et-Garonne) qui étaient également venu-e-s en nombre avec des parent-e-s et des élé-e-s.

Un défilé a eu lieu dans les rues de Bordeaux a eu lieu au cri de « tous ensemble », « éducation prioritaire en colère », « on lâche rien ».

Grève des enseignant-e-s le 2/12

Lors de la Réunion d'Information Syndicale du mercredi 25/11 à Libos : 50 présent-e-s dont des représentants des collèges et du lycée, il a été décidé à l'unanimité une grève le 2/12 afin de relayer l'action du collectif et des parents d'élèves et d'envoyer un message fort à la hiérarchie de l'Éducation Nationale.

RRS de Port-Ste-Marie : grève décidée aussi pour le 2 décembre, très forte participation annoncée.

Co-voiturage pour se rendre au rectorat.

Le collectif de défense du RRS organise 4 réunions publiques : à Saint-Laurent le 2 décembre, à Buzet le vendredi 05, à Feugarolles le lundi 08 et à Port-Ste-Marie le mardi 9.

Le collectif a demandé une audience au recteur.

Les modalités pratiques de la grève : [La grève : comment ça marche ?](#)

La question de la carte de l'éducation prioritaire touche bien sûr les villes et les quartiers concernés. Mais plus généralement, cela aura des répercussions sur l'ensemble des écoles du département : le redéploiement des moyens se fera à l'aune de ce qui se trame aujourd'hui pour les REPâ€!
Bref, nous sommes toutes et tous concerné-e-s !

Manifestation à Fumel, le 29 novembre

Éducation et emploi pour tousâ€!

Tous ensemble !

Le comité d'organisation de la manifestation a réuni des parents, des enseignant-e-s ainsi que des salarié-e-s de Tarket, Métaltemple, Techni 47, l'hôpital sans oublier des commerçants.

Très grosse manifestation à Fumel samedi 29 novembre : plus de 1000 participants !

Dépêche AFP Aquitaine :

Aquitaine : manifestations de parents d'élèves pour le maintien d'écoles dans le réseau de réussite scolaire

Bordeaux, 29 nov 2014 (AFP) - Plusieurs manifestations de parents d'élèves ont été organisées samedi après-midi en Aquitaine pour demander que des écoles et collèges ne sortent pas du Réseau de réussite scolaire.

- A Bordeaux, environ 500 parents et enseignants de six collèges et 64 écoles de Gironde se sont rassemblés dans le centre-ville pour "dire que le réseau de réussite scolaire (RRS, ex-Zone d'éducation prioritaire) est nécessaire à l'épanouissement et à la réussite de tous les élèves à l'école". Selon la FCPE 33, "cette sortie du RRS sera synonyme à terme d'une forte dégradation des conditions d'apprentissage des élèves en raison de l'augmentation des effectifs par classe, de la fin de la scolarisation des moins de trois ans, de la suppression des aides particulières pour lutter contre les difficultés scolaires, des financements des projets pédagogiques, culturels et sportifs".
- A Langon, au sud de Bordeaux, une centaine de personnels, parents et enseignants des collèges de Cadillac et Saint-Symphorien, et des écoles rattachées à ces collèges, ont également manifesté.
"C'est un réseau de qualité, il n'y a pas de décrochage scolaire et nous avons 80% de réussite au Brevet au collège de Saint-Symphorien", a indiqué Didier Deyres, dont le fils est scolarisé en 6e et souffre du syndrome d'hyperactivité.
Dans une classe "à 25 élèves, il est bien intégré. A 30, les professeurs ne pourront plus avoir autant d'attention sur lui", a-t-il estimé.
"Il n'y aura plus d'aide aux devoirs, plus de sorties scolaires. En France, on veut que nos enfants réussissent, mais on ne fait rien pour. Et on va s'apercevoir dans le futur qu'il ne fallait pas enlever ces soutiens et ça coûtera beaucoup plus d'argent pour le remettre en place", a-t-il ajouté.
- A Fumel (Lot-et-Garonne), les parents d'élèves manifestaient pour le déclassement de 12 écoles et de deux collèges. Derrière le slogan "éducation, emplois, tous ensemble", ils ont agrégé à leur manifestation les salariés des usines de Métaltemple Aquitaine (130 salariés) placé en redressement judiciaire, ainsi que ceux de Tarkett Bois qui fermera ses portes à la fin de l'année avec 120 licenciements.
Personnels de l'hôpital, artisans et commerçants se sont également joints au cortège estimé à 1.000 personnes, selon la gendarmerie.
"Pour sortir les écoles du RRS, le recteur s'est appuyé, dit-il, sur des chiffres disant que la situation sociale allait bien dans le Fumelois. Or, on veut lui montrer que ça ne va pas bien du tout", a expliqué à l'AFP Sandrine Mucha, porte-parole des parents d'élèves.
"Si on veut que nos enfants s'en sortent, il faut maintenir ces écoles dans le réseau. C'est pour eux la double peine sociale : le chômage des parents et l'arrêt du soutien de l'éducation nationale", a-t-elle regretté.

« Nos écoles en danger »

La Dépêche du Midi (30/11/14) : <http://www.ladepeche.fr/article/201...>

« Des plans de licenciements économiques, des commerces qui ferment, une usine qui ne sait pas de quoi demain sera fait, un taux de chômage record et pour finir, les élèves du bassin fuméolois pénalisés car de mauvais chiffres nous font sortir du système de réseau d'éducation prioritaire. Ce n'est pas possible.

Nos enfants subissent ainsi une forme de double peine : beaucoup de parents sont au chômage, et l'école n'aura plus les moyens nécessaires pour assurer sa mission dans un bassin déjà sinistré ». Voilà le cri de colère de nombreux parents d'élèves et d'enseignants qui avaient appelé hier, à une journée de mobilisation générale. Mais cette colère va au-delà de l'éducation.

« C'est l'ensemble des emplois qu'il faut préserver, qu'ils soient publics ou privés. »

Le trajet de la manifestation montrait bien cette volonté : un départ de la cité scolaire de Fumel ; un arrêt à l'hôpital voisin dans lequel le personnel se bat pour pouvoir assurer la qualité de sa mission ; puis direction l'usine, symbole du malaise économique. Les Tarkett étaient présents, « et même s'il semble qu'il y a des pistes de reprise, la direction doit nous indemniser à hauteur de ses moyens considérables ». Ensuite, direction le centre de Monsempron-Libos, à la rencontre des commerçants « eux aussi sont touchés par la situation économique catastrophique qui règne ici ». Et pour boucler la boucle, le cortège s'est arrêté au collège de Monsempron-Libos, lieu du début du mouvement.



© Photo Frédéric Pascaud

RRS du Fuméolois le lundi 24/11/2014 : journée d'action écoles et collèges morts : 96,3 % d'élèves absents.

Détail des présences :

- Fumel élem : 14/221
- Fumel mater : 10/90
- Chemin-Rouge mat : 0/24
- Chemin-Rouge élem : 1/54
- Montayral élem : 0/142
- Montayral mater : 0/95
- Libos élem : 3/98
- Libos mater : 0/59
- Monsempron elem : 6/70

- Monsempron mater : 0/53
- saint-Vite élem : 2/75
- Saint-Vite mater : 1/32
- Collège Fumel : 16/390
- Collège Libos : 10/350

Les parents du RPI de Saint-Georges Bourlens ont suivi le mouvement ; 1 seul élève présent ce matin.

Lettre nationale du SNUipp-FSU à la Ministre de l'Éducation

Madame la Ministre,

Les premières annonces qui doivent conduire à l'élaboration d'ici décembre de la nouvelle carte de l'éducation prioritaire avec le nouveau label REP suscitent inquiétude et mécontentement.

En Côte-d'Or, Gironde, Haute-Garonne, Hauts-de-Seine, Indre-et-Loire, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Paris ou Saône-et-Loire, les enseignants, parents et élus se mobilisent.

Partout une même demande émerge : obtenir le classement en REP des écoles primaires qui, alors qu'elles répondent aux critères, sont exclues du nouveau label parce qu'elles ne sont pas rattachées à un collège REP.

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

Courrier SNUipp-FSU - À » MEN Éducation Prioritaire

Cette situation est incompréhensible et injuste pour les élèves comme pour les enseignants de ces écoles. Le classement en REP ne doit pas uniquement répondre à une logique administrative du réseau (collège et écoles du secteur), mais doit reconnaître les difficultés sociales et scolaires avérées vécues dans toutes les écoles primaires du pays. [â€]

Lire la suite dans le fichier joint.

RRS de Port Sainte Marie

Écoles et collège mort jeudi 20/11/2014 : 91% des élèves gardé-e-s par leurs familles pour protester contre une sortie du RRS pour le secteur : 100% à Saint Laurent, 98% au collège, entre 79% et 92% pour les autres écoles !

RRS du Fumélois

Toutes les écoles et collèges des deux secteurs (Fumel et Monsempron Libos) sont occupées par les parents d'élèves.

Compte-rendu de la réunion publique :

- Une centaine de personnes étaient présentes : parents, dden, élu-e-s et enseignant-e-s.
- Après un rappel de l'historique du mouvement, les délégué-e-s ont fait un compte-rendu de l'audience du lundi 17/11 avec l'Inspecteur d'Académie et précisé que celui-ci rencontre le Recteur jeudi 20/11 au sujet de l'éducation prioritaire.
- Une délégation a été reçue mercredi 19/11 : les délégué-e-s ont redit leur détermination. L'Inspecteur surveille ce qui se passe dans le fuméloisâ€!
- Les parents occupent simultanément et de manière coordonnée (même banderole, même tractâ€!) toutes les écoles et les 2 collèges du fumélois.
- Une manifestation le samedi 29 novembre est en cours de préparation.

Fumélois : le sort de la zone d'éducation prioritaire n'est pas encore fixé

SUD-OUEST (18/11/2014) : <http://www.sudouest.fr/2014/11/18/l...>

Professeurs, parents et élèves devront encore patienter pour savoir si le Fumélois restera dans le dispositif d'éducation prioritaire à la rentrée 2015.

Lundi après-midi, l'inspecteur d'académie a reçu deux représentants de fédérations de parents d'élèves (PEEP, FCPE, Unaape), deux professeurs des collèges de Monsempron-Libos et Fumel et un enseignant du réseau.

« On souhaite savoir pourquoi on pourrait sortir du dispositif, si la décision est définitive et on veut faire connaître notre désaccord », détaille Luc Vanden-Broden, professeur d'EPS au collège Jean-Monnet de Fumel.

« Le Fumélois est une zone sinistrée avec des entreprises qui vont fermer. Si en plus on dégrade les conditions d'accueil dans les écoles... », déplore Sandrine Milhet, enseignante et porte-parole du collectif « Défendons la zone d'éducation prioritaire du Fumélois ».

Les professeurs craignent une dégradation du niveau des élèves avec l'augmentation des effectifs et des départs de professeurs. Ces derniers en zone d'éducation prioritaire bénéficient d'une prime de 1 200 euros par an et engrangent plus de points pour leurs affectations ultérieures. Un moyen de stabiliser les équipes, « élément prépondérant à la réussite des élèves », estime Luc Vanden Broden.



« Le Fumélois est une zone sinistrée avec des entreprises qui vont fermer. Si en plus on dégrade les conditions d'accueil dans les écoles... », déplore Sandrine Millet.

© Photo

photo thierry suire

Primes maintenues

Sur ces points, l'inspecteur d'académie, Dominique Poggioli, est formel. « Si Fumel sort du dispositif, les personnels

toucheront leurs indemnités jusqu'en 2018 comme le prévoit la clause de sauvegarde. Et on va accompagner les établissements, éviter les ruptures. On veut préserver au mieux les moyens. »

Pour l'inspecteur d'académie, il est inimaginable d'avoir à la rentrée prochaine des effectifs qui passent de 23 à 30 élèves par classe.

Surtout, l'inspecteur rappelle que la nouvelle carte de l'éducation prioritaire n'est pas arrêtée. « On travaille sur l'évolution des indicateurs. La difficulté est de répartir le plus justement les moyens en fonction des besoins ». L'inspecteur doit aussi tenir compte de la carte des quartiers prioritaires de la ville.

En Lot-et-Garonne, cinq réseaux d'éducation prioritaire (REP) devraient se substituer aux cinq réseaux de réussite scolaire (RRS). Si Villeneuve-sur-Lot, Tonneins ou Agen pourraient bénéficier d'un REP, d'autres villes devraient, de fait, le perdre.

Dominique Poggioli devra soumettre au recteur une proposition de carte début décembre. La liste définitive devrait être connue en janvier.

17 novembre, audience auprès de l'Inspecteur d'Académie, rassemblement devant la Dsden :

100 personnes à Agen, 50 personnes à Fumel ; plus de deux heures sous la pluie n'ont pas entamé la volonté des manifestant-e-s de faire rester en REP toutes les écoles, collèges et lycées des secteurs de Fumel (avec Montayral) et de Monsempron-Libos (avec Saint Vite).

Plus de 1500 signatures de pétition ont été recueillies.

Au final, des annonces d'accompagnement en cas de sortie du dispositif qui n'ont pas convaincu, des chiffrages de critères divergents entre l'IA et la délégation : tout le monde est prêt à continuer, avec des idées sur les actions à mener à suivre.

Interview de Sandrine Milhet, porte-parole du collectif et représentante du SNUipp-FSU47 à Fumel sur [Radio 4](#) :

Journal de 07h30, le 17 novembre :

« Nos écoles en danger »

La Dépêche du Midi (16/11/14) : <http://www.ladepeche.fr/article/201...>

« Nous venons d'apprendre que les établissements scolaires du Fumélois risquent de ne plus faire partie de

Réforme de l'Éducation prioritaire (2014-2015)

l'éducation prioritaire » : c'est en ces mots que s'est exprimée la représentante des enseignants devant l'ensemble de la communauté scolaire des lycées de Fumel, réunie sous le préau de l'établissement, le jeudi 13 novembre, en début d'après-midi.

« Quelles conséquences pour nos enfants ? Des classes avec plus de trente élèves, la disparition des dispositifs d'aide (accompagnement éducatif, aide aux devoirs, enseignants spécialisés...), pas de scolarisation des enfants de moins de 3 ans, plus de dispositif école ouverte dans les collèges, fermeture de classes, moins d'adultes devant les enfants ; moins d'enseignants, de surveillants dans les collèges ; suppression du coordonnateur RRS (Réseau de réussite scolaire), il y aura moins d'aides pour les sorties et les interventions culturelles, certains projets seront abandonnés faute de moyens.

Tout cela va aboutir à une baisse de la qualité de l'enseignement de nos enfants, ajoutait-elle. Nous exigeons que les établissements scolaires du Fumémois restent dans le dispositif de l'éducation prioritaire (ZEP) ».

Les élèves sont invités à relayer cette information dans leur famille afin que tout soit mis en oeuvre pour garantir une qualité d'enseignement pour les enfants, la décision devant être prise au niveau départemental le 18 novembre. Les cours ont repris à 15 heures.



Inquiétude aux lycées de Fumel./Photo DDM, D. A.

[1] Comité Technique Académique